

RAPPORT ANNUEL 2010



Crédit photo : Mac Urata



Public Services International
Internationale des Services Publics
Internacional de Servicios Públicos
Internationale der Öffentlichen Dienste
Internationell Facklig Organisation för Offentliga Tjänster
国际公務勞連

Sommaire

| | |
|--|----|
| Avant-propos _____ | 3 |
| Droits syndicaux _____ | 4 |
| Administration publique et services essentiels _____ | 6 |
| Égalité entre hommes et femmes _____ | 7 |
| Santé _____ | 8 |
| Services de distribution _____ | 9 |
| Projet sur la migration et les travailleuses de la santé _____ | 10 |
| Renforcement syndical et solidarité internationale _____ | 11 |
| Europe _____ | 15 |
| Amériques _____ | 16 |
| Afrique et pays arabes _____ | 17 |
| Asie-Pacifique _____ | 18 |
| Point sur la situation financière de l'ISP en 2010 _____ | 20 |
| Personnel de l'ISP _____ | 23 |

Avant-propos



Face aux coupes exponentielles dans les services publics et aux attaques envers les droits des travailleurs/euses du secteur public à travers le monde, les dirigeant-e-s des syndicats des secteurs public et privé, des municipalités et des groupes de la société civile ont pris ensemble l'engagement sans précédent de travailler de concert pour promouvoir l'investissement dans les services publics de qualité comme étant la meilleure solution à la crise économique ; cet investissement doit être soutenu par des politiques fiscales justes et est également la meilleure manière de construire des sociétés pacifiques, équitables, démocratiques et écologiquement durables.

L'Internationale des Services Publics était la principale responsable de l'organisation de la conférence du Conseil des Syndicats mondiaux « Services publics de qualité – passons à l'action ! ». Plus de 400 délégué-e-s ont participé à cette conférence qui s'est tenue à Genève en Suisse, en octobre 2010. La conférence a posé les fondements d'une grande campagne mondiale guidée par une charte et un plan d'action qui relieront les efforts locaux, nationaux et internationaux pour promouvoir les services publics de qualité.

Bien que l'ISP se concentre depuis de nombreuses années sur un programme défendant les services publics de qualité, cette année, nous avons organisé une série d'ateliers de formation à la définition de stratégies et à la gestion axée sur les résultats, dans l'objectif de renforcer notre capacité à agir efficacement. Ceci nous a mené à définir des thèmes de travail prioritaires dans les domaines suivants : financement public et politique fiscale, privatisation et travail précaire. Bien que des enjeux transversaux se retrouvent dans toutes ces catégories, le Groupe consultatif sur la politique et les programmes, récemment établi, a décidé que les droits syndicaux doivent être considérés comme un thème de travail parallèle.

Alors que les répercussions de la crise économique mondiale continuent à se faire ressentir, l'ISP, aux côtés de ses affiliés, milite résolument pour la défense et le développement des services publics de qualité dont nos familles et communautés dépendent.

Peter Waldorff
Secrétaire général



Conférence du Conseil des Syndicats mondiaux « Services publics de qualité – passons à l'action ! »

Droits syndicaux

La crise économique mondiale a fourni une justification toute trouvée à l'offensive néolibérale lancée contre les syndicats ; en 2010, celle-ci a redoublé d'intensité à l'encontre de la fonction publique – largement perçue comme le dernier bastion de la densité syndicale.

Les affiliés de l'ISP sont descendus dans les rues partout en Europe, et la Confédération européenne des syndicats a convoqué une Journée d'action le 29 septembre 2010. On a par ailleurs constaté une alarmante recrudescence de violence à l'égard des syndicalistes et des défenseurs des droits humains dans des pays comme la Colombie, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Swaziland et la Turquie, qui se traduit par des agressions physiques et des peines d'emprisonnement, voire des assassinats. Signalons aussi, dans ce cadre, la montée flagrante de la violence à l'égard des femmes syndicalistes et des défenseurs des droits de l'homme.

Agressions de syndicalistes

Les poursuites judiciaires à l'encontre de syndicalistes suscitent toujours de grandes inquiétudes en Turquie. KESK, la confédération du secteur public, a été particulièrement visée. Meryem Özsoğüt, membre de l'exécutif du SES (le syndicat des services sociaux et de santé), a une nouvelle fois été arrêtée, puis libérée grâce aux pressions de l'ISP et à une intervention durant la Conférence internationale du travail. Cependant, Seher Tümer, également du syndicat SES, a été condamnée à sept ans de prison.

Dans ce contexte, plusieurs syndicats mondiaux, dont l'ISP, ont tenu une réunion stratégique à Istanbul en mai 2010. Celle-ci s'est déroulée juste avant les festivités de la Fête du travail sur la place Taksim – c'était la première fois en 33 ans que les travailleurs(euses) étaient autorisés à se rassembler en ce lieu symbolique.

Tout au long de l'année 2010, le gouvernement sud-coréen est resté inflexible et a continué de refuser de reconnaître l'affilié de l'ISP Korean Government Employees Union né de la fusion de trois syndicats de fonctionnaires locaux. Les offensives contre les syndicats du secteur public et leurs responsables se sont in-



Manifestation de syndicats turcs en soutien à Seher Tümer, membre d'un affilié de l'ISP actuellement en prison.

La crise économique mondiale a fourni une justification toute trouvée à l'offensive contre les syndicats.

tensifiées, et de nouvelles lois introduites en 2010 ont grandement réduit la liberté d'expression des fonctionnaires. L'ISP et ses affiliés de la région Asie-Pacifique se sont associés à d'autres fédérations syndicales internationales pour appeler le gouvernement à tenir ses engagements internationaux lors du sommet du G20 à Séoul en novembre 2010.

Une délégation de l'ISP s'est rendue au Swaziland à la fin du mois d'avril 2010 pour apporter un soutien aux affiliés qui tentaient de convaincre le gouvernement



"Défendez les syndicats démocratiques! Protégez la démocratie en Corée!"

d'abandonner un projet de loi controversé sur les services publics. À l'origine, celui-ci aurait interdit aux fonctionnaires de se syndiquer et supprimé leur sécurité d'emploi. Les affiliés de l'ISP ont pour l'instant réussi à faire barrage.



Le décès du jeune syndicaliste Siphon Jele, qui a trouvé la mort alors qu'il était en garde à vue, a déclenché un tollé partout dans le monde. Le 7 septembre, le Swaziland a organisé sa toute première Journée d'action mondiale. L'ISP a appelé les affiliés du monde entier à soutenir cette journée d'action en faveur de la démocratie et du respect des droits syndicaux et humains.

En Équateur, des amendements constitutionnels ont pratiquement interdit

la négociation collective dans le secteur public. D'autres propositions législatives pourraient refuser aux fonctionnaires le droit de se constituer en syndicats, réduisant ainsi les syndicats actuels et futurs à de simples « associations ». En septembre 2010, le gouvernement a annoncé qu'il réduirait les avantages de tous les fonctionnaires, y compris dans la police et l'armée. Les protestations massives qui s'en sont suivies ont dégénéré

en violences quand la police et l'armée ont pris le contrôle de l'aéroport de Quito, entraînant sa fermeture. Les affiliés de l'ISP FETRALME et FENOCOPRE (qui représentent les fonctionnaires municipaux et provinciaux) font partie de la Coordination nationale des syndicats du secteur public, qui s'emploie à renverser ces mesures, notamment par un recours aux mécanismes de contrôle de l'Organisation internationale du travail. ♦



Des employé-e-s de l'administration municipale et provinciale, membres d'un affilié de l'ISP, protestent contre la suppression de leurs droits syndicaux en Équateur.



Colombie: Peter Waldorff, Secrétaire général de l'ISP, a participé à la mission Justice for Colombia en 2010.

Administration publique et services essentiels

Des représentant(e)s d'affiliés de l'ISP qui défendent les intérêts des personnels des administrations publiques et centrales et des services essentiels ont été désignés pour faire partie de deux groupes de travail.

Le groupe de travail sur l'administration publique s'est réuni à Genève en septembre pour discuter des défis auxquels sont confrontés les travailleurs(euses) de ce secteur, échanger des informations sur les actions syndicales et définir les axes autour desquels l'ISP devrait articuler ses activités en faveur des personnels de l'administration publique d'ici au Congrès 2012.

Le groupe de travail a identifié sept domaines prioritaires :

- La violation des droits des personnels et des syndicats, l'insuffisance du dialogue social et l'ingratitude générale vis-à-vis des fonctionnaires ;
- Les salaires peu élevés et les systèmes de retraite déficients ; les problèmes liés à l'évolution des carrières ;
- L'insécurité d'emploi et le travail précaire dans le contexte de la privatisation, de l'externalisation et du sous-financement des services publics ;
- La fragilité et la fragmentation du mouvement syndical, les inégalités hommes-femmes et le manque d'expérience au sein des organes syndicaux ;
- L'inadéquation de la qualité de l'administration publique, l'absence de formation professionnelle pour les personnels et la corruption ;
- L'influence négative des institutions financières internationales, et l'impératif de mobilisation mondiale et de coopération avec l'OIT ;
- La mauvaise image des fonctionnaires.

Le rapport sur la réunion du groupe de travail et sur la suggestion de politique a été entériné par le Conseil exécutif en novembre.

La première réunion du groupe de travail sur les services essentiels était initialement prévue en décembre 2010, mais un nombre considérable de représentants ayant dû décommander, la réunion a été reportée à 2011.



Des membres d'affiliés de l'ISP en Inde célèbrent la Journée mondiale des services publics, le 23 juin 2010.

L'ISP a établi une coopération avec la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP) et l'OIT pour les dossiers liés à l'administration publique et aux services essentiels. Les cadres de l'ISP et de la FSESP participent activement aux réunions les plus importantes de chacune de ces organisations portant sur ce domaine d'activité.

Multinationales

En collaboration avec deux autres fédérations syndicales internationales, l'IBB et l'ICEM, l'ISP a négocié et signé un accord mondial sur des principes communs avec la multinationale française GDF SUEZ. Celle-ci emploie environ 300 000 personnes dans le monde dans les secteurs de l'énergie, de l'eau, de l'environnement et de la gestion des infrastructures.

Cet accord est exemplaire à bien des égards. Il garantit les droits des travailleurs(euses) et des syndicats non seulement dans toutes les filiales de GDF SUEZ, mais également chez ses partenaires commerciaux et dans la chaîne d'approvisionnement. La direction a accepté une longue liste de règles et

conventions internationales et garantit aux syndicats le droit d'accès aux salariés. L'accord interdit toute forme de discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale, l'âge, l'orientation sexuelle ou les convictions politiques ; il limite les formes de travail précaire ; et il comprend des dispositions sur la protection de l'environnement. Il instaure le fondement et le cadre d'accords sur d'autres thématiques particulièrement intéressantes, comme la santé et la sécurité au travail, la formation et l'éducation, etc.

L'ISP est en contact avec la Fédération internationale des ouvriers du transport pour discuter d'une coopération sur un nouvel accord mondial avec la multinationale française Veolia, présente dans le monde entier dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, du traitement des déchets et de l'environnement.

Le Secrétariat de l'ISP a préparé des lignes directrices générales portant sur la conclusion d'accords internationaux avec des multinationales afin de préciser les procédures connexes, le contenu et la mise en œuvre. Les lignes directrices ont été soumises à l'accord du Conseil exécutif. ♦

Égalité entre hommes et femmes

Pressions internationales

Partout dans le monde, les femmes et les jeunes sont les premières victimes des mesures d'austérité – et en particulier du sabrage dans les dépenses publiques néfaste à l'emploi, aux salaires et aux services.

L'ISP et plusieurs autres fédérations syndicales internationales ont assisté à la Commission de la condition de la femme des Nations Unies dans l'espoir qu'une solution soit trouvée à cette problématique de taille. Cependant, si la délégation syndicale a organisé deux ateliers conjoints, des obstacles logistiques et matériels considérables l'ont empêchée de participer comme elle l'aurait voulu à la session 2010 de la CCF. L'écueil le plus ardu fut la présentation d'un document final préétabli privant la société civile de toute intervention digne de ce nom. La délégation syndicale a publié une lettre de protestation ouverte appelant le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon « à faire du dialogue social une réalité et à s'assurer que la société civile, notamment les organisations communautaires, les ONG et les syndicats, prennent la place qui est légitimement la leur dans le déroulement du Sommet ». Cette expression de mécontentement a débouché sur une rencontre avec Rachel Mayanja, Sous-Secrétaire générale des Nations Unies et Conseillère spéciale pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme.

Lors de la Conférence internationale du travail 2010, l'ISP a participé à deux commissions normatives – l'une sur les



Session 2010 de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies: des représentantes de l'ISP au sein de la délégation syndicale participent aux réunions d'information quotidiennes.

travailleurs domestiques, et l'autre sur le VIH/sida.

La commission du travail décent pour les travailleurs domestiques présente un intérêt tout particulier pour l'ISP, étant donné le nombre croissant d'auxiliaires de vie à domicile, souvent sans aucune couverture juridique ou sociale. L'ISP a soutenu l'adoption d'une norme solide et inclusive pour ces personnels, instaurant le cadre d'un emploi décent et leur accordant le droit de se regrouper en syndicats et de négocier collectivement, et a veillé à ce que la norme comprenne des mécanismes garantissant la qualité des soins dispensés dans un contexte domestique, y compris au travers d'un système de contrôle adéquat.

Plusieurs affiliés de l'ISP ont participé à la commission sur le VIH/sida

et le monde du travail, qui a adopté une recommandation vigoureuse. La recommandation devrait s'avérer très utile pour les affiliés de l'ISP qui préconisent des politiques anti-discrimination et une meilleure protection de la santé et de la sécurité, des mesures de prévention et des congés pour soins ou traitement de proches.

Intégrer la dimension de genre

L'ISP a invité le Bureau pour l'égalité entre hommes et femmes de l'Organisation internationale du travail à mener un audit sur la prise en compte de la dimension de genre au siège de l'ISP, de manière à donner un nouvel élan aux efforts d'intégration de l'égalité hommes-femmes dans nos politiques, programmes et activités. Cet audit a eu lieu en septembre et en octobre, et a porté sur un vaste éventail de problématiques et débats. Les résultats seront publiés en 2011.

Conférence des jeunes

Une conférence des jeunes a eu lieu en octobre, la veille de la Conférence sur les services publics de qualité organisée par le Conseil des Syndicats mondiaux. Dix-sept jeunes issus d'affiliés de l'ISP se sont réunis sous la bannière « Les jeunes, champions des services publics de qualité ! ». Parmi les sujets évoqués, citons l'Agenda pour le travail décent et la lutte contre les préjugés sexistes. ♦



Conférence des jeunes travailleurs/euses

Santé

Dans le cadre de sa campagne en faveur de services de santé de qualité (2008–2012), l'ISP s'est concentrée sur trois objectifs principaux en 2010 :

Le premier d'entre eux, veiller à la santé des personnels soignants, a été poursuivi dans le cadre de l'action normative croissante de l'ISP et de plusieurs projets menés par les affiliés. L'ISP a participé au Groupe de travail conjoint OIT/OMS d'experts sur la santé au travail et le VIH/sida dans les services de santé créé par le Conseil d'administration de l'OIT en juin 2010 pour faciliter la participation active des partenaires sociaux à la promotion de la santé et de la sécurité dans les services de santé. Lors de sa première consultation, le Groupe des travailleurs a examiné et validé les Directives conjointes OMS-OIT sur l'amélioration de l'accès des professionnels de la santé aux services de prévention, de traitement, de soins et de soutien pour le VIH et la tuberculose. Une fois officiellement adoptées par le Conseil d'administration de l'OIT, les Directives ont été publiées par l'OIT et l'OMS fin novembre. Ces directives importantes font maintenant partie de la boîte à outils normative que l'ISP met à la disposition de ses affiliés pour les aider à protéger et à promouvoir les droits, les conditions de travail et la santé des personnels soignants partout dans le monde.

Les activités menées par les affiliés pour veiller à la santé des personnels soignants se sont manifestées au travers des projets suivants :

- La troisième année et la finalisation d'un projet de renforcement de la riposte des syndicats du secteur public au VIH/sida dans un réseau régional de 11 pays d'Afrique australe, région la plus exposée aux risques, associant 34 syndicats pour un échange et une mise en œuvre de bonnes pratiques ;
- projet organisé par un grand syndicat de personnels infirmiers en République démocratique du Congo (SOLSICO) pour obtenir l'importation exclusive de seringues rétractables dans le secteur des soins de santé publique ;
- projet de syndicats de la santé au Nigéria pour que tous les hôpitaux utilisent des seringues rétractables ;
- projet syndical d'introduction de



Conférence internationale du Travail de 2010 à Genève: Délégué-e-s ayant œuvré en faveur de l'adoption de la nouvelle norme internationale du travail relative au VIH/sida.

- seringues rétractables au Mali ; et
- projet au Tchad pour former le personnel hospitalier à l'utilisation des seringues rétractables.

La production d'un DVD sur la



prévention des blessures par piqûre d'aiguille, les avantages des seringues rétractables et l'importance de l'accès à une prophylaxie post-exposition, a débuté. Ce DVD se veut un outil d'information et de formation pour les affiliés partout dans le monde, et sera distribué en trois langues : anglais, français et portugais brésilien.

Le deuxième objectif, Faire des services de santé de meilleurs lieux de travail, englobe le suivi de l'action antérieure de l'ISP auprès du Conseil international des infirmières (CII), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'Organisation internationale du

travail (OIT) concernant le Programme conjoint sur la violence au travail dans le secteur de la santé, mené de 2000 à 2005. En tant que membre du comité d'organisation et important bailleur de fonds de la *Second International Conference on Violence in the Health Sector: from Awareness to Sustainable Action* organisée à Amsterdam en octobre 2010, l'ISP centre de nouveaux efforts sur les interventions au travail pour la prévention et la gestion de la violence. En outre, l'ISP a demandé à des affiliés de Bulgarie, de République tchèque, des îles Fidji, d'Inde et de l'île Maurice de participer à la Conférence et de préparer de futures activités pour l'ISP dans le domaine de la violence au travail dans le secteur de la santé.

Le troisième objectif, Se battre pour des services de santé de qualité pour tous les personnels et patients, a été mis en exergue lors de la Conférence sur les services publics de qualité tenue à Genève en octobre 2010 à l'occasion de la séance Services publics pour tous du 13 octobre, en s'appuyant sur la Campagne en faveur de services de santé de qualité menée par l'ISP pour la période 2008-2012. Une analyse des pertes et gains d'efficacité imputables à la privatisation des services de santé a débuté en 2010 et est menée par le PSIRU. ♦

Services de distribution

L'ISP poursuit sa politique de soutien aux campagnes spécifiques des syndicats tout en exerçant des pressions sur les institutions régionales et mondiales influentes dans ce secteur. L'ISP s'emploie également à nouer des alliances avec des organisations de la société civile pour faire entendre sa voix et renforcer son influence syndicale. L'ISP continue de dépendre du soutien des syndicats nationaux, qui doit s'accroître si elle veut pouvoir capitaliser les avancées réalisées.

La Commission européenne soutient les partenariats public-public

La plus grande victoire de l'ISP et de ses alliés est sans doute la décision prise en 2010 par la Commission européenne de consacrer 40 millions €, sur les 200 millions € de sa Facilité Eau, à des partenariats public-public (PUP) en Afrique, dans les Caraïbes et dans les États des îles Pacifique. La Commission européenne a publié un rapport évaluant les avantages relatifs des PUP par rapport aux partenariats public-privé (PPP), l'enquête ayant pour l'essentiel été menée par le PSIRU. La Commission européenne a reconnu que les PPP et les projets menés par les ONG ne donnaient pas les résultats escomptés. En consultation avec la société civile, la Commission européenne a conçu un processus d'appel d'offres en deux phases, consciente que la plupart des services publics de distribution ne sont pas familiers des lourdes procédures européennes. La Commission européenne a inclus la participation des syndicats et des ONG en tant que critère favorable

dans l'évaluation des offres. L'ISP a exercé des pressions pendant cinq ans avant que la Commission reconnaisse enfin que les fonds européens servaient à promouvoir la privatisation dans le secteur.

La coalition qui a exercé les pressions était organisée dans le cadre du réseau Reclaiming Public Water, que l'ISP a contribué à créer. Le personnel de la Fédération syndicale européenne des services publics et des syndicats nationaux ont également apporté leur pierre à l'édifice. Les recherches du PSIRU se sont par ailleurs révélées déterminantes pour construire la cohésion et influencer les bureaucrates. Le PSIRU a également été appelé à construire un réseau entre les opérateurs publics, concevant des formations et mettant au point une base de données de candidats possibles, dans l'objectif de garantir la soumission de nombreuses offres. Initialement, entre 50 et 60 offres étaient prévues, mais à la date butoir, plus de 300 avaient été reçues. Celle-ci sont en cours de traitement et la Commission européenne annoncera les finalistes début 2011.

Un syndicat nigérian fait barrage à la privatisation de l'énergie

Après de nombreuses années à tenter de mettre à profit ses importantes ressources pétrolières pour construire un réseau de distribution d'électricité, le Nigéria a annoncé son intention de jeter l'éponge et de s'en remettre au secteur privé. Le syndicat Nigerian, Union of Electricity Employees, a demandé à l'ISP de l'aider à contrer cette décision regrettable. L'ISP a mis sur pied une

équipe de riposte composée de membres du personnel du bureau de l'ISP à Lomé, du personnel des services de distribution et des communications de Ferney-Voltaire et du PSIRU à Londres et en Afrique du Sud. Pour briser la résistance du NUEE, le Président du Nigéria, Goodluck Jonathan, a ordonné à l'armée d'occuper toutes les centrales électriques et d'intimider les responsables syndicaux. Le Secrétaire général de l'ISP lui a envoyé d'énergiques protestations. Le NUEE s'est assuré d'une grande visibilité dans les médias, et la campagne est toujours en cours.

Eau à Jakarta – la fin de la privatisation ?

La campagne en faveur de la renationalisation de la distribution d'eau suscite une levée de boucliers de toutes parts. L'ISP soutient ses affiliés et les ONG au moyen d'enquêtes coordonnées et de pressions politiques. Les partisans de la privatisation usent de leur influence politique pour faire pression sur le gouverneur de Jakarta et le législateur. La situation suit son cours.

Représentation et pressions auprès des forums internationaux

L'ISP conserve une présence visible auprès de plusieurs grandes institutions exerçant une influence politique et financière dans ce secteur. Le responsable des services de distribution et quelques affiliés ont vivement critiqué la privatisation auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'accent étant placé sur les causes et les effets de la crise financière. L'ISP a été appelée à témoigner auprès de l'Expert indépendant chargé d'examiner la question des obligations en rapport avec les droits de l'homme qui concernent l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, et, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, a apporté son soutien à l'adoption d'une résolution sur le droit à l'eau et à l'assainissement. En outre, l'ISP a été invitée par le gouvernement allemand à siéger au comité directeur chargé de préparer une conférence mondiale sur l'eau, l'énergie et la sécurité alimentaire, qui s'inscrivait dans le cadre des préparatifs du Sommet Rio + 20 de 2012. ♦



Séminaire sur l'eau à Bruxelles

Projet sur la migration et les travailleuses de la santé

Malgré le report de la phase de mise en œuvre du projet, l'année a été riche en activités et très réussie.

Dans un contexte de crise économique dont les conséquences profondes n'épargnent aucune région du monde, ce projet tombe à point nommé, puisque ce sont les personnels de la fonction publique qui subissent le plus le contre-coup d'une récession qui n'est pas de leur fait.

Le succès rencontré par le projet est la preuve que les personnels et leurs syndicats sont prêts à relever les défis, s'ils sont pleinement informés et dotés des ressources et moyens de planifier leurs propres stratégies et de mettre en œuvre leurs propres actions. L'engagement et l'enthousiasme qu'ont manifestés les syndicats pour mettre en œuvre dans les moindres détails les activités ciblées du projet donnent du baume au cœur.

Stagnation du marché du travail

Trois ans après la récession, l'économie mondiale a connu un rebond nettement supérieur aux prévisions, selon des indicateurs macroéconomiques tels que le PIB, la consommation des ménages, les investissements et les échanges commerciaux. En revanche, le marché du travail stagne et n'inspire guère à l'optimisme à court terme, le taux de chômage mondial demeurant très élevé (6,2%, soit près de 205 millions de demandeurs d'emploi) en 2010 (Tendances mondiales de l'emploi 2011 de l'OIT).

On estime qu'1,53 milliard de travailleurs(euses) occupent un emploi précaire, tandis qu'1,2 milliard de travailleurs(euses) et leurs proches vivent sous le seuil de pauvreté. Les femmes, les jeunes et les migrants sont les plus durement touchés.

Les pays industrialisés et l'Union européenne sont toujours confrontés à une hausse du chômage, et des coupes dans les emplois publics, un gel des salaires et une érosion des prestations sont annoncés au Royaume-Uni, en Grèce, en Espagne et aux États-Unis.



Journées de la Société Civile du Forum mondial sur la Migration et le Développement, Mexico

Priorité à l'action

Le Groupe consultatif sur les programmes et politiques de l'ISP s'est réuni pour peaufiner le programme de travail du projet. Les ressources étant limitées, les syndicats de pays de destination comme l'Australie, la Finlande, la Norvège, le Royaume-Uni, l'Allemagne, les États-Unis et le Canada se sont engagés à participer à l'enquête en utilisant leurs propres ressources. De son côté, l'ISP dégagera des fonds en 2011 pour soutenir la participation de syndicats dans des pays en développement comme les Philippines, le Sri Lanka et le Paraguay.

Treize syndicats du secteur public au Ghana, au Kenya et en Afrique du Sud participent au projet ; ils représentent 666 150 adhérents susceptibles d'en récolter les fruits.

À l'avenir, le projet s'articulera autour de la collecte d'informations qualitatives sur la migration et les problèmes rencontrés par les personnels de santé, au moyen d'une vaste enquête fondée sur des entretiens entre pairs.

Au moment où nous écrivons ces lignes, les échos sont très positifs et encourageants. En outre, les syndicats mettent l'enquête à profit pour faire connaître leurs activités aux

travailleurs(euses), les aider à éviter les embûches de la migration (à l'aide de passeports syndicaux et de guides d'information avant décision), et identifier les problématiques qui se posent sur les lieux de travail et qui pourraient être intégrées dans leurs activités de négociation collective.

Quelque 200–500 questionnaires et jusqu'à huit discussions de groupe sont prévus par pays, ce qui dotera l'ISP d'une solide base factuelle.

Parmi les autres grandes activités du projet, citons :

- Le renforcement des groupes de travail nationaux au Ghana, au Kenya et en Afrique du Sud ;
- Une campagne de recrutement éthique ;
- La participation au Quatrième Forum mondial sur la migration et le développement et aux Journées de la société civile, au Mexique ;
- La campagne du 18 décembre à l'occasion de la Journée internationale des migrants, et la commémoration du 20^{ème} anniversaire de la Convention des Nations Unies sur les travailleurs migrants. ♦

Renforcement syndical et solidarité internationale

En 2010, l'ISP a parrainé 46 projets pour des affiliés de plusieurs régions du monde, y compris en Amérique latine, Asie, Afrique sub-saharienne, dans les Pays arabes et en Europe centrale. Le tableau ci-dessous présente un résumé de l'ensemble des projets.

Le programme LO-TCO : travail décent et services publics de qualité

Le principal événement de 2010 a été le lancement du programme du Conseil suédois de coopération syndicale internationale (LO-TCO). Ce programme comprend dix projets triennaux dans 23 pays d'Afrique, Asie, Amérique latine et Europe. Un des aspects clés de ce programme était le lancement d'une campagne mondiale pour les services publics de qualité menée par l'ISP en coopération avec d'autres fédérations syndicales internationales. Les résultats pour 2010 ont été en général positifs, bien que le programme ait rencontré quelques difficultés, en particulier en Afrique de l'Est, dues à de violents conflits politiques et de graves problèmes environnementaux dans la région, notamment au Kenya.

Plus de la moitié des projets impliquait une action contre des violations des

droits de l'emploi dans le secteur public, et ce en particulier au travers d'activités de lobbying, comme cela a été le cas au Swaziland et en Inde, où ces initiatives ont eu pour résultat des poursuites judiciaires contre des employeurs.

Un travail a également été entrepris pour renforcer les syndicats, ce qui a permis d'améliorer la capacité des syndicats à négocier (négociation de conventions collectives, augmentations de salaires et améliorations des conditions de travail) notamment en Namibie, au Swaziland, au Paraguay et au Chili. Ceci a également sensibilisé au besoin de protéger les travailleurs/euses des risques associés au VIH/SIDA. Ainsi au Mali, l'utilité des seringues rétractables a été mise en exergue et bien accueillie par le Ministre de la santé.

Les nouvelles informations et compétences imparties par les projets ont aidé les syndicats dans leurs efforts pour introduire et améliorer les services publics dans presque tous les pays concernés. Au Mozambique par exemple, les syndicats ont recruté 200 nouveaux adhérent-e-s, avec une participation équilibrée entre hommes et femmes ; alors que six nouveaux syndicats totalisant 577 adhérent-e-s, ont été créés dans le secteur privé de la santé au Vietnam.

Un des objectifs de la campagne SPQ est de lutter contre les maladies. Au Burkina-Faso par exemple, des moustiquaires ont été distribuées, et bien que le nombre distribué était inférieur à ce qui avait été prévu, les cas de paludisme ont chuté de 702 à 366 et de 882 à 467 dans deux villages participant à ce projet.

L'égalité de genre est un autre thème important de ce programme. Bien qu'il reste beaucoup de travail à faire, des signes encourageants de progrès apparaissent. Ainsi les membres de syndicats ont élu 11 femmes au poste de secrétaire général du syndicat: huit d'entre elles se trouvent en Afrique occidentale francophone, y compris quatre au Togo.

Le programme LO-TCO a aussi organisé de nombreuses activités concernant les jeunes travailleurs/euses et stimulant leur participation. Ce fut là un volet fort réussi de ce programme, encourageant le recrutement de membres et entraînant l'élection à des postes de direction de membres de moins de 35 ans.

Le programme a également réalisé une étude sur la privatisation et le travail précaire, et les résultats ont été utilisés dans des campagnes et des négociations pour le travail décent. Par exemple au Kenya, le syndicat KETAWU a maintenant entamé des négociations pour obtenir des



Ateliers de planification de projets en Afrique du Sud



contrats permanents pour les travailleurs/euses sous contrat renouvelable.

Projets internationaux

L'ISP a réalisé trois projets mondiaux en 2010, l'un d'entre eux ayant commencé mi-2010 et concernant les travailleuses migrantes dans le secteur de la santé et des services sociaux. Ces projets ont permis de rassembler des informations sur les réalités de la migration, que les syndicats ont communiqué à des migrant-e-s potentiels, leur donnant ainsi d'importants conseils pour les aider à prendre leur décision.

Afrique et Pays arabes

Treize projets ont été mis en œuvre dans cette région, y compris cinq dans le cadre du programme LO-TCO. Depuis dix ans, des projets soutenus par FNV Modiaal (la section internationale de la fédération syndicale néerlandaise) dans quatre pays arabes ont permis de développer une unité sans précédent entre les syndicats au niveau national et sous-régional. Ce travail à long-terme se poursuit dans le cadre du projet 2009-2011 et se concentre sur l'indépendance des syndicats, les structures démocratiques et la formation aux campagnes de recrutement.

Le FNV a lancé un projet SPQ à plusieurs facettes dans trois pays d'Afrique francophone. Cependant, les résultats ont été mitigés, surtout à cause du climat politique défavorable. Au Tchad, en Guinée et au Togo, l'introduction d'un système de prélèvement automatique des cotisations s'est avéré difficile et n'a pas encore été finalisé malgré une démarche proactive.

Région Asie-Pacifique

L'ISP a six projets dans cette région, dont deux font partie du programme LO-TCO. L'un des quatre autres projets, le projet se concentrant sur l'égalité de genre dans le secteur de la santé dans le sud et le sud-est de l'Asie, est particulièrement remarquable de par sa taille, puisqu'il concerne huit pays. 81% des participant-e-s ont déclaré que la formation reçue avait amélioré leur capacité à faire face aux défis et conflits qu'ils rencontrent en termes d'inégalité de genre, et 73% se sentent davantage motivés pour fournir des Services Publics de Qualité.

Une autre priorité est la Banque asiatique de développement (BASD), où des progrès ont été obtenus grâce à un projet du Centre de solidarité syndicale de Finlande (SASK). L'ISP a désormais un dialogue en place avec la BASD sur des questions concernant l'emploi et les services publics de qualité.

Europe

Dans cette région, un projet du programme LO-TCO concerne le travail précaire, et un deuxième projet financé par IMPACT (affilié irlandais de l'ISP) se concentre sur le recrutement et la formation de jeunes travailleurs/euses dans la République tchèque et en Slovaquie, pour la période 2009-2011. Le projet a bien démarré et les jeunes jouent un plus grand rôle dans les syndicats.

Interamériques

Il existe 22 projets sur le continent américain, dont deux font partie du programme LO-TCO. L'ISP se préoccupe notamment des droits du travail et de l'emploi en Colombie et des projets sont en cours dans ce pays depuis le début des années 2000. Entre 2009 et 2011, avec le soutien de SASK, les projets s'efforceront avant tout d'empêcher la disparition de syndicats et de résister aux actions du gouvernement colombien qui menacent leur existence même.

En outre, avec le soutien d'IMPACT, l'ISP a un projet au Brésil depuis fort longtemps visant à sensibiliser à l'équité salariale entre hommes et femmes. Ce projet a entraîné des résultats encourageants chez les affiliés: ils ont accepté d'introduire des politiques de genre sectorielles pendant la période 2010-2012. ♦

Récapitulatif des projets

Répartition du budget en 2010

| | | |
|----------------------------------|-------------|--------|
| Région interaméricaine | € 1,054,817 | (40%) |
| Afrique et Pays arabes | € 824,291 | (31%) |
| Asie-Pacifique | € 596,530 | (22%) |
| Europe de l'est | € 64,000 | (2%) |
| International | € 131,983 | (5%) |
| Total | € 2,671,621 | (100%) |
| Budget total des projets en 2009 | € 2,696,292 | (100%) |

Contributions des bailleurs de fonds en 2010

| | |
|---|-----|
| FNV Modiaal, Pays-Bas | 38% |
| Centre de solidarité syndicale de Finlande (SASK) | 30% |
| Conseil suédois de coopération syndicale internationale (LO-TCO) | 15% |
| IMPACT (affilié irlandais de l'ISP) | 10% |
| Fondation Friedrich Ebert, Allemagne (FES) | 3% |
| Conseil syndical danois pour la coopération au développement international (LO-FTF) | 2% |
| Organisation mondiale de la santé (OMS) | 1% |
| Fédération nordique des syndicats des travailleurs/euses municipaux (KNS) | <1% |
| Bureau de l'OIT pour les activités des travailleurs/euses (ACTRAV) | <1% |

| TITRE DU PROJET | BAILLEURS DE FONDS | PAYS | BUDGET (€) |
|--|--------------------|--|----------------|
| Projets mondiaux | | | |
| Migration et les travailleuses de la santé | FNV/IMPACT/ACTRAV | | 101 983 |
| Pandémie de la grippe | OMS | | 30 000 |
| Total projets internationaux | | | 131 983 |
| Afrique | | | |
| Campagnes pour les droits des travailleuses/euses | FNV/FES/IMPACT | Egypte, Liban, Jordanie et Palestine | 131 006 |
| Promouvoir les Services Publics de Qualité | FES | Afrique du nord | 10 000 |
| Solidarité pour le travail décent | SASK/LO-TCO | Angola, Mozambique | 54 424 |
| Vers des Services Publics de Qualité pour tous | SASK/LO-TCO | Namibie, Swaziland | 45 318 |
| Campagnes pour des Services Publics de Qualité et un travail de qualité | SASK/LO-TCO | Botswana, Maurice/Iles Rodrigues | 56 525 |
| Renforcement syndical | FNV | Afrique du Sud | 36 000 |
| Développement des capacités pour le travail décent | FNV | Malawi, Zambie, Zimbabwe | 34 000 |
| Restructuration du secteur public et renforcement syndical | FNV | Ghana, Liberia, Nigeria, Sierra Leone (Afrique occidentale) | 153 518 |
| Les syndicats comme partenaires dans le dialogue social | IMPACT/LO-TCO | Kenya, Tanzanie/Zanzibar, Uganda (Afrique de l'est) | 110 000 |
| Service Publics de Qualité : projet pilote sur l'eau | Abvakabo/FNV | Kenya | 25 000 |
| Services Publics de Qualité | FNV | Guinée, Tchad, Togo | 80 000 |
| Services Publics de Qualité et équité salariale | LO-TCO/ST | Burkina Faso, Mali, Niger, Tchad, Togo | 58 000 |
| Sécurité et hygiène pour les infirmières | IMPACT | République démocratique du Congo | 17 000 |
| Renforcement syndical | IMPACT | Cameroun | 13 500 |
| Total Afrique | | | 824 291 |
| Asie-Pacifique | | | |
| Campagne pour les Services Publics de Qualité dans les projets sectoriels de la BASD | SASK/KNS | Philippines, Indonésie, Inde, Tonga, Mongolie | 70 000 |
| Egalité de genre dans le secteur de la santé | FNV/SASK/JHL | Bangladesh, Inde, Népal, Sri Lanka, Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande | 265 770 |
| Droits syndicaux | LO-TCO | Inde | 85 084 |
| Droits syndicaux | SASK | Malaisie, Philippines, Thaïlande | 98 402 |
| Renforcement des capacités dans le secteur syndical | SASK/KNS | Indonésie | 77 274 |
| Total : Asie-Pacifique | | | 596 530 |
| Région interaméricaine | | | |
| Organiser la fédération sectorielle universitaire | FES | Régional | 15 000 |
| Organiser la fédération sectorielle judiciaire | FES | Régional | 15 000 |
| Organiser la fédération sectorielle énergétique | FES | Régional | 15 000 |
| Renforcement syndical | SASK/JHL | Mexique, Guatemala, El Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica, Panama, République dominicaine | 106 000 |
| Réseau du secteur de la santé | LO-FTF | Nicaragua, Honduras, Guatemala | 45 936 |

| TITRE DU PROJET | BAILLEURS DE FONDS | PAYS | BUDGET (€) |
|---|-----------------------------|--|------------------|
| Droits syndicaux dans le secteur municipal | FNV | Mexique, Guatemala, El Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica, Panama, République dominicaine | 17 300 |
| Atteindre une justice pour les femmes | FES | Caraïbes | 8 000 |
| Secteur municipal | LO-TCO/SKTF | Argentine, Chili, Paraguay | 54 286 |
| Services de distribution | LO-TCO/SKTF | Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay | 44 286 |
| Jeunes travailleurs et travailleuses | IMPACT | Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay | 33 155 |
| Réformes dans le secteur de la santé | IMPACT | Argentine, Chili, Paraguay | 34 170 |
| Administration centrale | IMPACT | Argentine, Chili | 33 462 |
| Équité salariale | IMPACT | Brésil | 31 000 |
| Droits syndicaux dans le secteur municipal | FNV | Brésil | 55 750 |
| Égalité des chances | FNV | Brésil | 75 630 |
| Planification des jeunes travailleurs/euses | SASK/JHL | Brésil | 22 785 |
| Augmenter le nombre de jeunes travailleurs/euses | SASK/JHL | Brésil | 34 315 |
| Évaluation externe du projet sur la santé | SASK/TEHY | Brésil | 33 000 |
| Egalité et équité dans les services publics | IMPACT/FNV | Aruba, Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou, Venezuela | 172 942 |
| Défendre l'eau en tant que droit humain | SASK/JHL/KNS | Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou, Venezuela | 116 800 |
| Site web sur les droits syndicaux | SASK/JHL | Colombie | 30 000 |
| Droits syndicaux dans le secteur municipal | FNV | Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou, Venezuela | 61 000 |
| Total : Région interaméricaine | | | 1 054 817 |
| Europe | | | |
| Jeunes travailleurs/euses | IMPACT | République tchèque, République slovaque | 6 000 |
| Restructurations dans le secteur public et travail décent | IMPACT/LO-TCO/Kommunal/SKTF | Turquie | 58 000 |
| Total : Europe | | | 64 000 |
| TOTAL : ENSEMBLE DES RÉGIONS | | | 2 671 621 |



Réunion sur un projet de la région Asie-Pacifique.

Europe

L'année 2010 a été la première année de fonctionnement de l'organisation fusionnée FSESP/ISP Europe, la période de transition prenant fin au 31 décembre 2012.

Au cours de l'année 2010, les travailleurs/euses du secteur public de toute l'Europe ont subi des attaques sans précédent. En effet, dans de nombreux pays, le gel des salaires s'est ajouté aux réductions d'emplois et au gel des recrutements ; les procédures de négociation collective ont elles aussi été gravement menacées. Cette situation a engendré une vague de grèves et de protestations publiques.

En dépit de ce sombre tableau, la FSESP a progressé sur de nombreuses questions. Au niveau international, les campagnes ont œuvré à la signature de la Déclaration internationale de la société civile lors du Sommet des dirigeants du G20 à Séoul pour inciter ces derniers à se prononcer en faveur d'une taxe sur les transactions financières. Les campagnes ont également permis de travailler avec les affiliés canadiens de l'ISP pour influencer les négociations commerciales entre l'UE et le Canada.

Au niveau européen, la FSESP a contribué à la consultation relative à la révision de la Directive sur le temps de travail. La FSESP et la Plate-forme des employeurs des autorités locales et régionales ont accepté de rédiger une déclaration conjointe appelant le Conseil européen à réfléchir sur le long terme avant de coordonner ses actions de lutte contre la crise économique actuelle et à fournir des investissements publics pour atténuer les effets de la crise. Par ailleurs, la FSESP a lancé officiellement le processus de dialogue social pour les adminis-



Grévistes du syndicat des personnels de santé et du syndicat des fonctionnaires en Ukraine, le 16 juillet 2010.

trations centrales, ce qui représente sept millions d'employé-e-s et de fonctionnaires de l'administration de l'Etat. Le Comité de l'égalité des genres de la FSESP a écrit au Commissaire de l'UE pour attirer son attention sur les effets disproportionnés que les mesures d'austérité risquent d'avoir sur les femmes, à la fois en tant que travailleuses des services publics et en tant que citoyennes.

Plusieurs actions ont également été menées dans le domaine des marchés publics, notamment la contribution du Réseau des services publics de la FSESP à une audition au Parlement européen sur l'avenir des marchés publics, ainsi qu'une nouvelle publication FSESP/PSIRU sur les partenariats public-privé, qui a été publiée la veille des discussions au Parlement européen sur l'avenir des marchés publics.

D'autres campagnes ont mis en place des activités sur la migration, telles que l'enquête FSESP/LRD sur les actions syndicales destinées aux travailleurs/euses migrants, les problèmes que rencontrent

les employé-e-s du secteur public qui s'occupent des migrant-e-s ou encore la Conférence Euromed du secteur public ISP/FSESP en Espagne.

Au cours de l'année, le Comité exécutif de la FSESP a approuvé la création d'un Réseau des jeunes de la FSESP, qui a été lancé en décembre lors d'un séminaire en Bulgarie.

En ce qui concerne la santé, l'accord-cadre sur la prévention des blessures par aiguille dans le secteur hospitalier et de la santé, qui a été négocié avec succès par la FSESP, a pris la forme d'une Directive le 1er juin 2010, ce qui lui confère un pouvoir contraignant dans les Etats membres de l'UE et dans les pays de l'Espace économique européen.

En outre, la FSESP a signé en septembre la version finale des Principes directeurs multisectoriels pour la prévention de la violence des tiers et elle a signé avec l'HOSPEEM en décembre 2010 le cadre d'actions pour le recrutement et le maintien/fidélisation.

Des ateliers et des réunions ont été organisés partout en Europe dans le secteur des services publics de distribution et pour les réseaux des services pénitentiaires et des sapeurs pompiers de la FSESP.

De nombreuses activités ont été organisées dans les quatre régions que sont l'Europe centrale, l'Europe nord-orientale, l'Europe sud-orientale, la Russie et l'Asie centrale. Ces activités couvraient tous les secteurs et étaient axées sur les jeunes, l'égalité des genres, la santé et la sécurité.

Toutes ces activités, ainsi que de nombreux rapports, sont disponibles sur le site www.epsu.org. ♦



Membres de la fédération Sanitas, le 19 mai 2010 à Bucarest. Crédit photo: Crenguta Plesu

Amériques

L'année 2010 a commencé par le terrible séisme qui a frappé Haïti le 12 janvier, causant la mort de centaines de milliers de personnes et faisant plus de 1,5 million de sans abris. L'ISP et ses affiliés ont apporté leur soutien à Haïti, notamment à l'affilié haïtien CTSP. Compte tenu de la gravité de la situation, un groupe de travail a été mis en place avec des affiliés et des responsables de l'ISP afin de contrôler et d'organiser des actions pour répondre aux besoins sur place. Les affiliés de l'ISP ont également apporté leur soutien aux Chiliens suite au tremblement de terre et au tsunami survenus le 27 février au Chili.

L'ISP et de ses affiliés ont apporté un soutien supplémentaire à Haïti suite au terrible séisme de janvier 2010.

Dans d'autres pays de la région, les droits syndicaux ont continué de se détériorer : de graves violations ont été perpétrées au Panama et au Mexique, ainsi qu'au Honduras, au Guatemala, au Venezuela et en Equateur. Au Guatemala, par exemple, trois dirigeants syndicaux d'affilié de l'ISP dans le secteur de la santé ont été assassinés et, en Equateur, l'ISP a déposé une plainte formelle auprès de la Cour interaméricaine des droits de



Dukens Raphael, Secrétaire général de la CTSP, parle avec des syndicalistes à la centrale électrique Joseph Janvier, à Port-au-Prince, Haïti, le jeudi 11 février 2010. Crédit photo: Natasha Fillion

l'homme concernant des violations des droits syndicaux dans le secteur public. Une bonne nouvelle se profile tout de même dans la région, avec la Colombie qui va peut-être redorer son blason à l'échelle internationale en matière de violation des droits humains et syndicaux étant donné que le nouveau gouvernement du pays s'est engagé à respecter ces droits.

Le principal événement de l'année a été la réussite de la Conférence régionale interaméricaine (IAMRECON) tenue en septembre à Cartagena de Indias, en Colombie. Avant cette manifestation, 15 ateliers et réunions avaient été organisés sur des questions sectorielles et

transversales, auxquels avaient participé quelque 400 syndicalistes originaires de 33 pays de la région ; cela témoigne de la croissance de l'ISP dans la région, qui est passée de 144 affiliés en 2005 à 178 en 2010.

L'ISP a continué de travailler à organiser les syndicats de la région interaméricaine, en élargissant en particulier le domaine des douanes et de la cour des comptes. Par ailleurs, les employé-e-s des secteurs de l'eau, des services municipaux, de la justice, de l'électricité, de la santé et de l'université bénéficient déjà de réseaux solides à travers la région.

Le plan d'action de la région pour les cinq années à venir, qui a été approuvé par l'IAMRECON, comporte 19 points répartis sur cinq thèmes fondamentaux : organisation des syndicats ; gouvernance mondiale ; droits syndicaux ; équité, égalité et diversité ; solidarité internationale. Pour plus de détails consultez le site www.world-psi.org/IAMRECON.

Parmi les autres campagnes importantes de 2010, il convient de citer : les actions de lutte contre le racisme (notamment la troisième conférence régionale sur cette question) ; l'action en faveur de l'intégration des jeunes travailleurs/euses ; la toute première réunion régionale des syndicalistes lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres ; les avancées réalisées en matière d'équité salariale. ♦



Délégué-e-s à la Conférence régionale interaméricaine

Afrique et pays arabes



Participant-e-s à une réunion sous-régionale (SUBRAC) 2010

SUBRAC au Koweït

La réunion du Comité consultatif sous-régional de 2010, tenue en mars au Koweït, a rassemblé une trentaine de participant-e-s issus des affiliés arabophones de la région.

Les participant-e-s à la réunion ont abordé les questions concernant les pays de la sous-région arabe, notamment :

- L'incapacité des affiliés de l'ISP de Gaza à se déplacer pour participer aux activités de l'ISP en raison des restrictions au passage de la frontière
- Le Code de conduite élaboré par le secrétaire sous-régional, qui a été adopté à l'unanimité
- Un rapport du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur la région arabe, que les délégué-e-s ont décidé d'ajouter au programme des syndicats.

Projet de FNV sur les droits des travailleurs/euses

C'est la deuxième année du projet parrainé par FNV pour l'organisation d'une campagne en faveur des droits des travailleurs/euses dans les pays du Moyen-Orient (Jordanie, Liban, Egypte et Palestine).

Une série d'activités a été mise sur pied dans ces quatre pays et s'est révélée fructueuse, malgré les multiples événements qui perturbent les actions des syndicats. Les résultats sont les suivants :

- Au Liban, le gouvernement participe à l'élaboration d'un nouveau système et d'une nouvelle législation sur les retraites.

- En Egypte, les membres du comité communiquent régulièrement avec les membres pour discuter des problèmes et des revendications au travail (syndicat RETA) ; le nombre d'adhérent-e-s au RETA a augmenté de 2000.
- En Jordanie, environ 25 entreprises des services publics non syndiquées ont établi des comités locaux.
- En Palestine et au Liban, les problèmes d'égalité des genres ont été évoqués dans de nombreux matériels de campagne.

Projet de la FES sur les services publics de qualité

Un atelier sur les services publics de qualité dans les secteurs de l'administration et des municipalités a été organisé au Maroc pour trois pays d'Afrique du Nord : la Tunisie, l'Algérie et le Maroc.

Sommet sur le secteur public en Afrique du Sud

En mars, Peter Waldorff, le Secrétaire général de l'ISP, s'est exprimé lors du Sommet sur le secteur public à Durban, qui a réuni toutes les parties prenantes du secteur public en Afrique du Sud, pour évoquer les multiples difficultés auxquelles le secteur public doit faire face.

Première réunion du groupe de réflexion stratégique régional

En décembre, les représentant-e-s des quatre sous-régions se sont réunis à Abuja, au Nigeria. La réunion était présidée par Peters Adeyemi, Vice-président de l'ISP. Cette réunion d'inauguration a permis de discuter des difficultés que rencontrent les affiliés et de formuler des recommandations en vue de discussions plus approfondies.

Formation

Le bureau régional a apporté un soutien financier aux affiliés du Sénégal, du Bénin et d'Afrique centrale pour contribuer au financement des stages de formation destinés aux dirigeant-e-s syndicaux, aux jeunes et aux membres des comités d'organisation des femmes sur les thèmes suivants : dialogue social, négociation collective, techniques de communication, collecte des cotisations syndicales, rôle et objectifs des comités des jeunes, syndicalisation des jeunes, syndicats et Objectifs du Millénaire pour le développement. ♦



Participant-e-s à la réunion du groupe régional de réflexion stratégique pour les affiliés d'Afrique et des Pays arabes, Abuja, Nigéria

Asie-Pacifique

Dans la région Asie-Pacifique, l'ISP compte 117 syndicats affiliés répartis sur 25 pays. En 2010, la région a subi une série de catastrophes naturelles. Le Japon a connu un terrible séisme suivi d'un tsunami. La région de Christchurch, en Nouvelle-Zélande, a elle aussi été frappée par un grave tremblement de terre. En Australie, au Pakistan, aux Philippines, au Sri Lanka et en Indonésie, des inondations dévastatrices ont requis l'intervention de nombreux travailleurs/euses des services publics. En Indonésie, l'éruption du Merapi a créé un considérable problème pour l'environnement.

Malgré ce contexte, diverses campagnes se sont révélées fructueuses dans le cadre du plan d'action de l'ISP en Asie-Pacifique.

Services publics de qualité

En Inde, le Congrès des travailleurs du Delhi Transport Corporation (DTC) a organisé en décembre 2010 une activité en lien avec la campagne en faveur de services publics de qualité, à laquelle ont participé 1185 responsables syndicaux, ainsi que le président de la centrale syndicale nationale, 100 représentant-e-s de la direction syndicale et le ministre des Transports du Territoire de Delhi. Le ministre et le président du DTC se sont engagés à préserver les intérêts des travailleurs/euses et, après la réunion sur la campagne, le syndicat a été appelé à négocier. Des discussions sont en cours.

Le gouvernement national de Nouvelle-Zélande a présenté deux nouveaux projets de loi au parlement visant à modifier radicalement la législation de l'emploi du pays. Si ces projets de loi sont adoptés, ils se traduiraient par une dégradation

Deux nouveaux projets de loi qui pourraient changer radicalement la législation de l'emploi en Nouvelle-Zélande.

des droits des travailleurs, une réduction des protections sociales, des salaires, des congés et de l'accès au congé maladie. Les syndicats, notamment l'affilié de l'ISP NZPSA luttent pour éviter ces changements. En octobre, 22.000 travailleurs/euses ont participé à des rassemblements tout autour du pays pour protester contre ces projets de loi.

Normes fondamentales du travail et BASD

Une délégation de 19 membres de la région, associée à des représentant-e-s des fédérations syndicales internationales proches que sont l'IBB et l'UNI, ont assisté à la 43ème réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de la Banque asiatique de développement à Tashkent, en Ouzbékistan. L'ISP et les fédérations syndicales internationales ont organisé un

forum sur « les travailleurs et les syndicats dans les opérations de la BASD ». Les thèmes du forum étaient principalement axés sur les normes fondamentales du travail de l'Organisation Internationale du Travail, le programme pour un travail décent post crise économique, la fourniture de services publics de qualité.

L'ISP a exhorté la BASD à soutenir la taxe internationale de solidarité pour générer des ressources supplémentaires dans le but d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement établis par les Nations Unies. L'ISP a mis au point une « fiche d'évaluation » des normes fondamentales du travail et, pendant la réunion, elle a donné à la BASD une très mauvaise note pour le projet énergétique de Madya Pradesh (Inde). En effet, ce projet ne respecte pas les normes fondamentales du travail et d'autres réglementations du travail connexes et il manque de transparence ; de plus, les syndicats n'ont pas été consultés et leur participation n'a pas été sollicitée.

Aux Philippines, l'ISP et son affilié Alliance of Government Workers dans le secteur de l'eau ont également participé à la conférence « Eau pour tous » organisée par les partenaires de la BASD ainsi qu'à l'évaluation du mécanisme d'obligation redditionnelle de la BASD.

Les projets de la BASD dans les pays de la région Asie-Pacifique sont axés sur les services publics de qualité, œuvrent pour le respect des droits syndicaux et des droits des travailleurs/euses et donnent la priorité aux investissements publics dans les services publics, avec pour objectif, à long terme, de réduire la pauvreté tout en atteignant les Objectifs du Millénaire pour le développement. Cinq projets sont en cours dans la région, en Mongolie, aux Tonga, aux Philippines, en Inde et en Indonésie. Un changement positif est à noter : la participation des représentant-e-s résidents de la BASD à ces activités en Mongolie, en Inde et en Indonésie.

Cinq réseaux sont actifs dans la région, à savoir : le réseau des jeunes, le réseau des sapeurs pompiers, le réseau des services publics de distribution, le réseau des services sociaux et de santé, le réseau International Solidarity Levy (réseau d'Asie-Pacifique pour une taxe sur les transactions financières).



Atelier sur les Services Publics de Qualité

Droits syndicaux

En Indonésie, les employé-e-s de la compagnie régionale de l'eau, PDAM Jaya à Jakarta, ont organisé une manifestation pour exiger un salaire décent ; ils n'ont pas eu d'augmentation de salaire depuis 2003. Les travailleurs/euses demandent également que les prestations de santé et d'autres prestations soient revues à la hausse pour permettre de faire face aux besoins actuels. Entre-temps, après plusieurs grèves, une poursuite a été

Une nouvelle loi proposée en Thaïlande permettrait aux fonctionnaires et aux responsables des ministères, des départements et des provinces de se syndiquer.

engagée pour violation des droits syndicaux/du travail et menace à l'encontre de dirigeants syndicaux. Par ailleurs, un nouvel accord en faveur de la négociation collective a été signé entre le syndicat Angkasa Pura 1 et la direction. Suite à la nomination d'un nouveau conseil d'administration, le conflit a pris fin lorsque les deux parties ont accepté de discuter pour établir de nouvelles relations patronat-syndicat.

En Thaïlande, une nouvelle loi est en préparation qui autorisera les fonctionnaires et les responsables des ministères, des départements et des provinces à se syndiquer. L'ISP travaille depuis de nombreuses années à la reconnaissance



L'ISP aux côtés des affiliés indonésiens de la FIOT dans une action de solidarité devant l'ambassade d'Iran à Jakarta, le 9 juillet 2010

des droits syndicaux des fonctionnaires dans ce pays.

D'autres campagnes ont été organisées en Inde (syndicat des travailleurs municipaux sous contrat en Asie-Pacifique) et au Japon. Les syndicats de Malaisie ont organisé un atelier pour examiner la loi sur les relations professionnelles, dans laquelle les syndicats du secteur public ne sont pas reconnus ou n'ont pas accès à la négociation collective.

Travail en réseau des femmes et des jeunes

Plus de 60 participant-e-s représentant les affiliés de l'ISP en Asie orientale se sont réunis en décembre à Tokyo, au Japon, pour discuter des répercussions de la crise économique mondiale sur les femmes et les jeunes. Le séminaire était organisé par le comité des femmes du comité consultatif sous-régional pour

l'Asie orientale. Trois domaines principaux ont été retenus pour les actions de suivi menées par les syndicats participants : travailleurs/euses non régularisés, travailleurs/euses migrants, emploi des femmes et des jeunes.

En outre, la sous-région de l'Asie orientale a organisé en mars 2010 en Mongolie sa première réunion du réseau des jeunes pendant laquelle les coordinateurs/trices ont été identifiés.

Campagnes régionales

Un atelier régional sur les services publics de qualité tenu à Bali en septembre a choisi pour thème « Récupérer les services publics » pour la prochaine Conférence régionale (APRECON) et la série d'ateliers organisés dans la région. Ce titre évoque l'engagement aux côtés des services publics suite à la crise financière et à ses dégâts dans le public.

Un conseil exécutif a été formé pour l'ASETUC (conseil syndical des employés des services de l'ASEAN), avec la coopération de l'ISP, de l'UNI et de l'IBB dans la région, dans le but de faire avancer les projets et les politiques de l'ASEAN.

Les colloques qui ont eu lieu à Tokyo en septembre et en décembre (organisés entre autres par l'affilié de l'ISP, JICHIRO) ont permis d'élaborer et de présenter au gouvernement japonais un mémorandum sur la taxe internationale de solidarité.

Le syndicat indonésien PLN a commencé une campagne contre une nouvelle loi sur la privatisation de l'électricité et il intensifie actuellement cette campagne. ♦



Journée des Droits humains au Bangladesh

Point sur la situation financière de l'ISP en 2010

2010 a été une année de transition importante pour l'ISP avec la mise en place d'un nouveau plan comptable et d'un nouveau système de gestion des affiliés. Ces modifications permettront de relever les nouveaux défis avec plus d'efficacité et d'efficacités, tout en améliorant les flux et les procédures administratives.

Nouveau plan comptable

Après la présentation d'une nouvelle structure budgétaire au Conseil exécutif en novembre 2009 (EB-139), la mise en place d'un nouveau plan comptable début 2010 a considérablement contribué à améliorer la transparence financière et nous permet de mieux nous acquitter de notre obligation de rendre des comptes. La mise en œuvre se poursuivra en 2011, avec l'introduction d'interfaces supplémentaires important directement les rapports financiers des (sous-)régions et de nouveaux outils pour les rapports et le suivi. Les auditeurs ont confirmé que la nouvelle présentation des comptes dote l'ISP d'un outil novateur intelligent qui l'aidera à relever les défis de l'avenir.

Nouveau système de gestion des membres

Le nouveau système de gestion des membres, PRO, est en place depuis le début de l'année 2010. Après un travail préliminaire considérable pour configurer le système et l'adapter aux besoins et spécificités de l'ISP, nous disposons désormais d'un outil moderne en ligne qui permet un contrôle des effectifs de l'ISP et de toutes les tâches s'y rapportant (e.g. : établissement de factures/reçus, large éventail de données sur les affiliés, organisation de réunions/manifestations).

L'innovation la plus marquante réside dans le fait que PRO

est directement lié à notre système comptable, autrement dit les données importées et validées dans le système de gestion des membres, conformément aux normes comptables en vigueur, sont directement exportées vers le logiciel comptable de l'ISP. C'est là un prodigieux pas en avant qui, après cette année de transition, offrira à l'ISP une plus grande visibilité et un meilleur contrôle de ses membres, sa ressource la plus précieuse.

Principaux évènements

2010 a aussi été une année marquée par des évènements majeurs pour l'ISP, notamment la Conférence sur des « Services publics de qualité (SPQ) – Passons à l'action ! » et la Conférence régionale interaméricaine (IAMRECON). Ces manifestations s'inscrivaient toutes deux dans le contexte des actions menées par l'ISP pour faire face à une crise financière sans précédent et des préparatifs du Congrès 2012 qui se tiendra à Durban, en Afrique du Sud. L'ISP a été choisie par toutes les Fédérations syndicales internationales et par le Conseil des Syndicats mondiaux pour assurer la gestion financière et administrative de la Conférence SPQ, qui a rassemblé quelque 400 participant(e)s du monde entier.

Fonds d'aide de l'ISP

Conformément à la décision prise par le Conseil exécutif en 2009 (EB-139), un Fonds d'aide a été créé et est devenu pleinement opérationnel en 2010. Celui-ci regroupe plusieurs fonds de solidarité de l'ISP, proposant un instrument mieux adapté aux défis et aux attentes de solidarité sans frontières exprimées par les affiliés de l'ISP. Le Fonds d'aide a permis de recueillir des dons auprès des affiliés pour Haïti, le Chili et d'autres pays frappés par des catastrophes naturelles.

| ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES | 2010 | 2009 |
|--|-------------------|-------------------|
| Au 31 décembre 2010 | Bilan (en Euro) | (Bilan en Euro) |
| RECETTES | | |
| Cotisations | 7 710 744 | 7 979 551 |
| Intérêts bancaires et produits des investissements | 233 677 | 93 835 |
| Remboursements | 20 126 | 9 919 |
| Recettes exceptionnelles | 318 293 | 21 411 |
| Contributions aux fonds | 483 119 | 234 284 |
| Contributions bailleurs de fonds à gestion des projets | 570 888 | 586 350 |
| Recettes d'activités subventionnées | 2 069 601 | 2 109 942 |
| TOTAL DES RECETTES | 11 406 447 | 11 035 293 |

| ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES | 2010 | 2009 |
|---|-------------------|-------------------|
| DÉPENSES | | |
| Activités stratégiques | 684 446 | 723 761 |
| Réunions statutaires Global | 256 493 | 291 918 |
| Réunions statutaires régionales | 280 162 | 318 980 |
| Réunions statutaires sous-régionales | 305 983 | 319 906 |
| Réunions externes | 9 160 | – |
| Réunions internes | 42 079 | 409 |
| Représentation Siège | 35 549 | 58 667 |
| Représentation (sous-)régionale | 174 479 | 176 828 |
| Accord FSESP-ISP | 896 894 | 731 192 |
| Communications | 141 487 | 116 761 |
| Prix Kluncker Wurf | 15 000 | 15 000 |
| Contributions (CSI, Conseil des Syndicats mondiaux, etc.) | 90 040 | 31 329 |
| Personnel Siège | 3 031 080 | 2 643 850 |
| Frais administratifs Siège | 469 509 | 542 973 |
| Frais administratifs et de personnel des (Sous-)régions | 1 163 761 | 1 076 806 |
| Audit | 140 305 | 77 037 |
| Dépenses ISP | 7 736 429 | 7 125 415 |
| Dons de bienfaisance (dépenses) | 259 902 | 231 624 |
| Dépenses exceptionnelles | 82 777 | 21 006 |
| Projets subventionnés | 2 691 696 | 2 696 293 |
| Amortissement | 85 702 | 89 305 |
| Provisions | 638 700 | 350 000 |
| Montants alloués aux fonds de solidarité | 224 000 | – |
| Prélèvements sur réserves | (366 000) | (227 809) |
| TOTAL DES DÉPENSES | 11 353 206 | 10 285 833 |
| EXCÉDENT | 53 241 | 749 459 |

RAPPORT FINANCIER 2010 DE L'ISP : COMMENTAIRES ET EXPLICATIONS

Compte de résultat consolidé

RECETTES

Les recettes totales de 2010 dépassent le budget de 8%. Les principaux écarts sont expliqués ci-dessous :

1. Cotisations

- Dans l'ensemble, les cotisations d'affiliation perçues en 2010 sont supérieures de 200 000 EUR au budget.
- Ceci s'explique par des recettes européennes et de la région Asie-Pacifiques supérieures aux sommes inscrites au budget de respectivement 100 000 EUR et 95 000 EUR. Les arriérés dépassent le budget de 174 000 EUR. Cependant, les recettes d'Afrique et des pays arabes et de la région interaméricaine sont en recul de respectivement 67 000 EUR et 104 000 EUR comparativement au budget.

2. Les recettes tirées des intérêts et des investissements sont largement supérieures au budget. Les intérêts s'élèvent à 101 000 EUR. 116 000 EUR proviennent d'une réévaluation des devises.

3. Recettes exceptionnelles

- Le montant élevé des recettes exceptionnelles de 2010 est dû essentiellement aux contributions de FSI et d'autres bailleurs de fonds pour la Conférence SPQ, soit au total 120 000 EUR.
- Le solde des recettes exceptionnelles – soit 164 000 EUR, découle d'ajustements d'exercices précédents.

4. Contributions aux Fonds

- Les contributions élevées au Fonds d'aide de l'ISP en 2010 s'expliquent par les séismes survenus en Haïti et au Chili.

5. Projets subventionnés
- Les recettes montrent un léger recul de la somme totale perçue pour les projets subventionnés. Cependant, le Bilan indique que le solde des Projets subventionnés est de 154 000 EUR supérieur à celui de 2009. Il s'agit de montants alloués à des projets, non déboursés en 2010 et reportés en 2011. Si on tient compte de ce paramètre, on constate une légère augmentation entre 2009 et 2010.

DÉPENSES

6. Activités stratégiques

- Dans l'ensemble, les dépenses des activités stratégiques sont 19% en-dessous du budget. Les dépenses du Siège ont été considérablement inférieures aux prévisions, ceci s'expliquant en grande partie par le fait que les dépenses des activités sectorielles n'ont pas atteint les sommes prévues au budget. Le groupe de travail sur l'Administration publique et les Services essentiels a pris plus de temps que prévu, les Services de santé se sont retrouvés sans responsable pendant la moitié de l'année et la planification de la Conférence SPQ a monopolisé des activités du Secteur des municipalités. Les Services publics de distribution avaient prévu une réunion mondiale dans le secteur de l'énergie en 2010 mais celle-ci n'a pas eu lieu. Le projet de Forum du secteur public n'a pas abouti puisque nous avons organisé la Conférence SPQ en octobre et, par ailleurs, la première réunion du Groupe consultatif sur les programmes et politiques (PPAG) s'est déroulée en décembre 2010. Le poste Migration reste également inférieur au budget, les bailleurs de fonds externes ayant finalement couvert plus largement que prévu les coûts associés au Forum mondial sur la migration et le développement. Les dépenses UDIS sont de 10 000 EUR au-dessus du budget ; en effet, il n'avait pas été prévu d'organiser un atelier du personnel sur la gestion par les résultats.

7. Réunions statutaires au niveau global

- Au total, les coûts des réunions du Conseil exécutif et du Comité directeur ont été de 8% supérieurs au budget.

8. Réunions statutaires régionales

- Le coût total des REC a été de 5,7% supérieur au budget

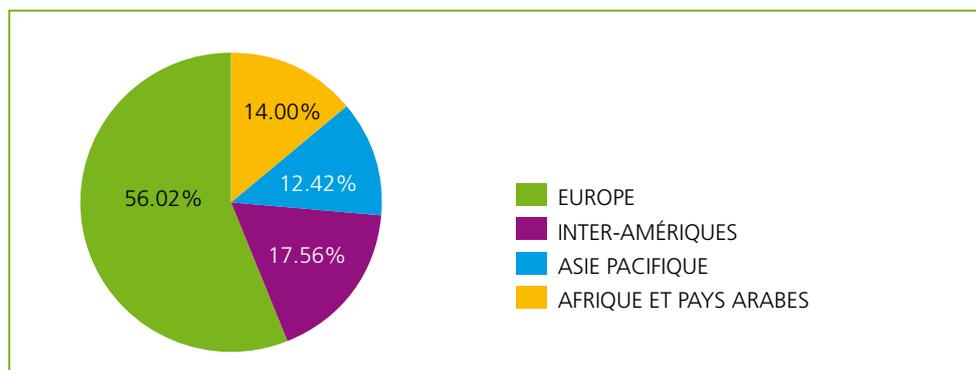
9. Réunions statutaires sous-régionales

- Le coût total des réunions sous-régionales a été de 39% supérieur au budget. Ce point a été soulevé auprès des Secrétaires régionaux et le budget 2011 a été ajusté en conséquence.

10. Les sommes relatives aux réunions internes sortent du cadre budgétaire. Le surcoût est imputable au PPAG.

- Les frais de représentation du siège sont sensiblement inférieurs au budget, l'explication étant qu'autrefois, certaines dépenses considérées comme « représentation » sont maintenant affectées précisément à l'activité en question.
- La représentation sous-régionale a dépassé le budget de près de 25%. Ceci s'explique par les activités sous-régionales imputées sous la rubrique « Représentation ». Cette question est examinée avec les Secrétaires régionaux.
- La contribution de la FSESP a dépassé de 21 000 EUR les montants inscrits au budget grâce à des recettes plus élevées provenant des affiliés européens.
- La rubrique communications reste de 23% en deçà du budget car certaines activités comme l'élaboration d'un nouveau logo et visuel, le site Internet etc., n'ont pas été achevées en 2010.
- Les coûts administratifs du Siège sont plus élevés que prévu – mais inférieurs à ceux de 2009.
- Les frais d'audit sont sensiblement plus élevés que l'année dernière. Ceci s'explique par le fait que tous les frais d'audit du Siège et des Régions sont maintenant regroupés en un seul montant total. Hormis cela, il y a eu des frais d'audit extraordinaires au Siège compte tenu de la réalisation d'un audit semestriel qui a duré plus longtemps que prévu.
- Les dépenses exceptionnelles sont dues aux éléments suivants. 68 000 EUR, report d'années précédentes et 7700 EUR correspondant à des frais de transport pour du mobilier donné par Kommunal, Suède, au Siège de l'ISP.
- Les provisions sont plus élevées que prévu. Celles-ci englobent une provision de 94 000 EUR pour les dépenses du bureau libanais, qui n'étaient pas incluses dans le budget. Sont inclus également 104 000 EUR prévus pour le 13ème mois de salaire, ainsi qu'une provision de 75 000 EUR pour le déménagement du Siège. La Comité du Règlement du Congrès dispose d'une provision de 40 000 EUR. Ce même montant de 40 000 EUR est prévu pour l'investissement dans du matériel de vidéoconférence pour les bureaux régionaux en vue de généraliser cette pratique. Ces provisions s'ajoutent aux provisions habituelles pour le Congrès mondial et les Conférences régionales.
- En 2010, le prélèvement sur réserves représente 140 000 EUR pour l'IAMRECON, et le salaire d'un(e) chargé(e) de projet au département financier ainsi que d'autres questions relatives au personnel pour lesquelles des provisions avaient été prévues dans le rapport financier 2009. ♦

Recettes par région en 2010



Personnel de l'ISP

Au siège

Le département des ressources humaines et des finances retrouve sa secrétaire multilingue **Veronika Darras**, de retour à l'ISP après un congé sabbatique qui a débuté en décembre 2009.

Teresa Marshall a commencé à travailler comme Coordinatrice des communications pour l'ISP le 18 janvier 2010.

Odile Frank a rejoint l'ISP le 1^{er} octobre 2010 comme responsable des services de santé avec un contrat d'une durée déterminée de six mois.

Tina Waldorff a été nommée chargée de projets (finances) à mi-temps le 15 mars 2010 avec un contrat d'une durée déterminée de sept mois qui a été renouvelé en octobre pour quatre mois supplémentaires.

Le détachement de **Rolv Hanssen** de Fagforbundet, Norvège, en tant que Coordinateur de projet SPQ a été prolongé jusqu'au 30 juin 2011.

Maria Wattne, adjointe en communications, a rejoint l'ISP en détachement de Fagforbundet, Norvège, de septembre 2010 au 28 février 2011, en remplacement de **Sonia Regelbrugge**, en congé maternité.

Jorge Mancillas, responsable de la santé et des services municipaux, a pris un congé sabbatique du 1^{er} mai au 31 mars 2011.

Afrique et Pays arabes

Bureau régional du Togo : **Tèko Kpodar**, secrétaire régional, a pris sa retraite le 31 janvier 2010 et **David Dorkenoo** a été nommé pour le remplacer à compter du 1^{er} février 2010.

Asie-Pacifique

Bureau régional de Singapour : **Katsuhiko Sato**, secrétaire régional, a terminé sa mission le 1^{er} mars 2010 et est retourné à JICHIRO. **Lakshmi Vaidhyanathan** lui a succédé à ce poste.

Norman A. Grecia a été nommé Coordinateur des droits syndicaux pour l'Asie du Sud-Est (Malaisie, Philippines, Thaïlande), à compter du 1^{er} mai 2010 (contrat à durée déterminée de trois ans).

Indah Budiarti, Coordinatrice de l'organisation et des communications, est revenue de son congé d'étude (Université mondiale du travail, Kassel, Allemagne) en octobre 2010.

Dans le bureau sous-régional de Tokyo, **Yoshiko Inagaki** a été détachée par JICHIRO en tant que secrétaire sous-régionale pour l'Asie de l'Est sur une base de 80% à compter du 1^{er} septembre 2010, et **Chiyoko Tanaka** a été nommée assistante administrative à temps complet au 1^{er} septembre 2010.

Dans le bureau sous-régional de l'Inde, **Raman Kannan** a été nommé secrétaire sous-régional pour l'Asie du Sud, à compter du 1^{er} juin 2010.

Toujours dans la région Asie-Pacifique, **Joselito Vasquez** a été nommé Coordinateur du projet et de la campagne sur la banque asiatique de développement, à compter de février 2010, basé aux Philippines, mais a démissionné en août 2010. Ce rôle a été repris par **Jeremy Nishimori** au 1^{er} août 2010.

Interamériques

Dans le bureau de l'Equateur, le contrat de **César Ricardo Buitrón Cisneros** en tant que Coordinateur de projet a été prolongé jusqu'au 31 décembre 2012, **Nalda Marcela Arellano Villa** a rejoint l'ISP en tant que Coordinatrice de projet avec un contrat allant du 1^{er} juin 2009 au 31 décembre 2021, et **Ximena Burbano** a rejoint l'ISP en tant que comptable à temps partiel, avec un contrat à durée déterminée de juin 2010 à juin 2011.

Dans le bureau du Costa Rica, **Johana Muñoz Rodriguez** a été nommée assistante administrative le 1^{er} janvier 2010 pour un an; **Germán Hernández Mora**, assistant de projet LO/FTF, a vu son contrat prolongé jusqu'à fin juin 2010.

Dans le bureau régional du Brésil, **Michel Adriano Szurkalo** a été nommé Coordinateur à temps partiel (20 heures par semaine) du projet sur les jeunes, d'août 2010 à fin décembre 2010.

Dans le bureau régional de Washington, **Germania Swan**, responsable de bureau / assistante administrative, a démissionné le 1^{er} novembre 2010.

Europe

Plusieurs changements de personnel EPSU ont eu lieu pendant l'année. **Tamara Goosens**, responsable de la santé et des services sociaux depuis 2006, est tragiquement décédée le 30 mai. Les affiliés du Comité permanent santé et services sociaux ont rassemblé plus de 3000 € pour la Fondation néerlandaise contre le cancer « Pink Ribbon » en hommage à Tamara.

Sylvie Dewambrechies a été nommée au département des finances de l'EPSU. **Pablo Sanchez Centellas** a assumé ses nouvelles responsabilités dans les communications, relations publiques, contacts et jeunesse. **Christine Jakob** est spécialisée dans le gouvernement local et régional ainsi que l'égalité de genre et **Jerry van den Berge** a été nommé pour travailler dans les domaines des comités d'entreprise européens, de l'eau et des déchets.

Brian Synnott et **Veronica Nilsson** ont quitté le secrétariat EPSU pendant l'année 2010.



Philippe Delva, membre de la direction de la CTSP - Confédération des Travailleurs des Secteurs Public et Privé – lors de la manifestation du Premier mai 2010 à Port-au-Prince, Haïti



45 avenue Voltaire, BP 9
01211 Ferney-Voltaire Cedex, France
Tél.: +33 450 40 64 64 – Fax: +33 450 40 50 94
psi@world-psi.org
www.world-psi.org